

Négatif

Bulletin irrégulier – Février 2019 – n° 26

La Grand-Peur des gilets jaunes

Cela faisait bien longtemps qu'un mouvement de rue qui ne fût pas appelé par une organisation syndicale obtienne un tel succès. Il faut bien reconnaître que tous les mouvements de ces dernières années ont été lancés par les syndicats, et clos par les syndicats, et que les tentatives d'organisation à la base, malgré quelques succès partiels, ont généralement fait long feu. « Nuit debout » a été l'une de ces tentatives, mais ce mouvement n'a pas inquiété le pouvoir comme celui des gilets jaunes. Ce dernier, c'est là son premier mérite, entame la routine, car il échappe au contrôle des directions syndicales. C'est la raison essentielle pour laquelle ces dernières ne l'ont alors pas rejoint, prétextant une présence de l'extrême-droite dans ce mouvement. Cette présence est certes difficile à nier. Mais n'est-elle pas la conséquence de ce qui est apparu comme une trahison des idées de la gauche au pouvoir au début des années mille neuf cent quatre-vingt (même si la gauche n'a jamais fait que ce qu'elle savait faire, à savoir apporter sa pierre au maintien de l'ordre existant), au moment dudit tournant libéral de 1983. Trente-cinq ans après, ce tournant, s'il en fut un, se trouva maintes et maintes fois confirmé, de manière particulièrement convaincante lors du dernier quinquennat.

* * * * *

On invoque souvent, à l'encontre des gilets jaunes, leur manque de conscience politique, le fait qu'on les voit brandir des drapeaux tricolores plutôt que des drapeaux rouges ou noirs et qu'ils chantent la Marseillaise plutôt que l'Internationale,

même si le drapeau tricolore et la Marseillaise n'avaient pas, pendant la Révolution française, la même connotation qu'aujourd'hui. Mais pouvait-il en être autrement, après l'effondrement de l'illusion de l'alternative « de gauche » que nous venons d'évoquer, après celui de l'illusion stalinienne des pays du mensonge déconcertant ? Pouvait-il en être autrement après plus de quatre décennies de réaction politique et de régression sociale, avec pour credo le fameux « Tina » (There is no alternative), de prétendue fin de l'histoire, de mise à mal des esprits par une information caviardée avec art, de télé-réalité, de jeux vidéo décérébrants et de smartphones orwelliens ; après la mise en pièces de la classe ouvrière consécutive à la modernisation du capitalisme, aux délocalisations, aux nouvelles méthodes de « management », à l'intégration-désintégration du prolétariat ; après quatre décennies de dévalorisation de l'éducation, de désarmement intellectuel de ceux qui auraient pu se saisir de cette part de la culture critique ainsi rendue plus difficilement accessible, celle qui corrode les fondements de la domination politique, économique et culturelle ? Pouvait-on espérer voir naître, dans ces conditions, un mouvement pur, qui, comme Minerve de la tête de Jupiter, sortît de celle du prolétariat tout armé d'une conscience prête à l'emploi ?

Et malgré cela, malgré ses insuffisances et sa part d'ombre, malgré les scories dont il est potentiellement porteur, le mouvement des gilets jaunes n'a-t-il pas ouvert, de manière salutaire, une brèche dans la résignation ambiante, dont le triomphe du

parti actuellement au pouvoir apparaissait comme la désespérante sanction ? De cette part de réussite, aucun mouvement ne peut se targuer depuis le début de ce siècle. Et le mouvement de 1995, qui concernait essentiellement le secteur public, en particulier les cheminots, avait-il ouvert la même brèche, bien qu'il parût politiquement plus classiquement « de gauche », plus rassurant en quelque sorte ? Simple question.

La plupart de ceux qui constituent le mouvement des gilets jaunes n'ont, eux, plus grand chose à perdre socialement, financièrement. Ils font partie de ceux qui sont ou ont été les plus exploités par le capital, qu'ils aient un emploi, qu'ils soient au chômage ou à la retraite. Ils ont atteint les limites de la survie au sens strict, en deçà desquelles on ne peut réellement plus vivre, plus assurer la satisfaction de ses besoins vitaux basiques : se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner. C'est la vie qui crie, la vie bafouée. Comment, dans ces conditions, accuser le mouvement des gilets jaunes de manquer, même en apparence, de poésie ? En effet, qu'a donc fait le capitalisme, aujourd'hui, des individus, de leur aspiration à une vie humaine réellement vécue, aplatie par la logique comptable ? La poésie se situe à un autre niveau. Elle est là, elle sera toujours là, dans l'action de ceux qui crient leur humanité. C'est ce qu'a compris Raoul Vaneigem, qui écrit, dans une interview parue récemment : « Mais, comme je l'ai écrit, la conscience prolétarienne qui a jadis arraché ses acquis sociaux à l'État n'a été qu'une forme historique de la conscience humaine. Celle-ci renaît sous nos yeux, ranimant la solidarité, la générosité, l'hospitalité, la beauté, la poésie, toutes ces valeurs étouffées aujourd'hui par l'efficacité rentable. »¹ Mais aujourd'hui encore, cette conscience humaine ne renaît pas hors-sol, et si ce n'est pas au sein de la classe ouvrière des grandes structures industrielles telles qu'elles existaient encore il y a peu, c'est bel et bien au sein de la lutte contre un ennemi

¹ Raoul Vaneigem, « Rien ne résiste aux élans de la vie », in *Le nouveau Magazine littéraire*, n°13, janvier 2019. On peut lire cette interview, ainsi que son introduction, sur le site *acontretemps*.

qui est toujours le même, qui lamine la vie de ceux dont il a encore besoin, ou plus du tout, en les isolant et les emprisonnant dans la trivialité d'un quotidien sous surveillance : le capital.

C'est au sein de la lutte que nombre de gilets jaunes sont en train de redécouvrir le sens de la communauté humaine, non pas de la communauté au sens identitaire, mais de la communauté ouverte, celle qui offre à chacun des possibilités nouvelles et développe la liberté. C'est dans cette découverte, ou redécouverte, que la ténacité de nombreux gilets jaunes trouve ses racines. Qui aurait envie de retourner à la banalité de la vie quotidienne après avoir goûté à la chaleur d'une fraternité humaine retrouvée ? C'est aussi ce qui explique l'évolution d'un combat parti sur des bases revendicatives assez fragiles (notamment l'augmentation des taxes sur le carburant) et se transforme, au bout de quelques jours, en un éclatant refus de se faire acheter par la menue monnaie lâchée par un pouvoir politique inquiet trahissant ainsi tout son mépris pour ceux qui « ne sont rien ».

* * * * *

Derrière les revendications a priori réformistes des gilets jaunes (remise en vigueur de l'impôt sur la fortune, référendum d'initiative citoyenne, appel à plus de service public, donc plus d'État), et tandis que le mot capitalisme pour désigner le « système » n'a que fort peu été employé jusqu'à aujourd'hui, ne se cache-t-il pas cependant des aspirations plus profondes, qui pourraient apparaître clairement dans les temps qui viennent si la colère à l'origine du mouvement perdure : ?

En effet, réclamer que les plus riches contribuent davantage, c'est déjà reconnaître qu'il existe une classe économiquement « supérieure » qui exerce sa domination sur l'ensemble de la société, et par conséquent sur une classe laborieuse aux dépens de laquelle elle s'enrichit, et que ces deux classes n'ont pas les mêmes intérêts. Le Nautilus de la sub-versive lutte des classes, dont on peut estimer qu'il est resté en plongée et donc

invisible pendant longtemps aux yeux de beaucoup, pourrait bien refaire surface et être reconnu en tant que tel.

Il est tout naturel que cette aspiration à exister à nouveau, qui est aussi à l'origine du mouvement, se traduise par une volonté de prise (plus que de reprise) du contrôle de la vie sociale par tous. Le RIC est actuellement la traduction formelle de cette aspiration. Il en est la version politique, et la politique n'est que l'écume de la société marchande. Toute forme démocratique qui ne remet pas en causes les fondements de la société marchande n'est que leurre. Autant cracher contre le vent. La véritable aspiration démocratique, qui se cache sans doute derrière la revendication du RIC, ne peut faire l'impasse d'une critique de la société marchande. Cette dernière est par essence profondément anti-démocratique. Elle n'est que réduction de la vie humaine à la logique de rentabilité. La pseudo-démocratie qui lui sert, mais pour combien de temps encore, de paravent, y participe.

Enfin, réclamer plus d'État va-t-il à l'encontre de l'aspiration démocratique bien souvent exprimée ? A priori oui, et les gilets jaunes en ont fait l'expérience dans leur chair ces dernières semaines. L'État possède légalement le monopole de la violence, et il n'hésite pas à s'en servir lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts des propriétaires du monde. Il n'y a pas d'autonomie, de neutralité de l'État, il y a une profonde imbrication de la domination économique et de la domination politique. On doit critiquer l'essence de l'État lorsqu'on critique le capitalisme, et on doit critiquer le capitalisme lorsqu'on critique l'État. Cependant, lorsque que les gilets jaunes, et beaucoup d'autres avant eux réclament plus d'État, ce n'est pas à celui qui réprime qu'ils pensent, mais à l'État providence, dont les dernier bastions sont en voie d'éradication, à cet État chargé jadis d'assurer la paix sociale en période de prospérité, période aujourd'hui révolue. De fait, ce n'est pas tant l'État qui est au cœur des préoccupations, que les fonctions qu'il avait jusqu'alors assumées, essentiellement d'ailleurs pour s'en arroger le contrôle, ce qui posait déjà un problème démocratique.

Mais il n'y a aucune prédestination de l'État à remplir ces fonctions, il se charge d'ailleurs de nous le rappeler, et l'on pourrait très bien se passer de lui en le remplaçant par une forme d'organisation différente, dont chacun maîtriserait une part du fonctionnement et qui prendrait en main l'ensemble de la vie sociale. Ceux qui ont fait les révolutions n'ont jamais eu d'autre but que cela, même s'ils se sont régulièrement vu confisquer leurs espoirs par les classes dominantes anciennes ou émergentes, qui de tout temps ont su se réconcilier dans les moments critiques.

* * * * *

En ce début février, le mouvement existe depuis deux mois et demi. Ses apparitions publiques se réduisent pour le moment à une chaque semaine, le samedi. La grande majorité des gilets jaunes refuse avec raison la « sortie de crise » proposée par le pouvoir, celle du « grand débat », dont ils perçoivent bien que les thèmes manipulateurs n'ont d'autre but que la poursuite, voire l'accélération de la politique actuelle que précisément ils rejettent. Il y a certes un grand besoin de débat, mais de débat libre, afin que le mouvement puisse définir là où il veut aller. Manifestement, un certain nombre de choses ont besoin d'être clarifiées, et notamment celle, essentielle, du type de société à laquelle on aspire, ainsi que celles des moyens pour y parvenir. On ne peut se contenter de rester au niveau des formes politiques, institutionnelles. Que veut-on donc ? La dissolution d'une assemblée ? La démission d'un président de la république ? Et alors ? Et après ? Tout cela s'est déjà produit, et la face du monde n'en pas pour autant été bouleversée.

Il est désormais évident que pour éviter l'effilochement, le principe d'une grève générale active est un objectif à court terme, dans la brèche ouverte et la dynamique du mouvement. Certains y pensent déjà. C'est dans l'action que pourra se développer le libre débat, pas devant les caméras de télévision, ni au sein d'une campagne électorale ■



Le délire du football

« En attendant reste la désertion. Longtemps, je me suis demandé si le régime de servitude aujourd'hui en passe d'induire tout lien social était vécu consciemment ou non. Difficile d'en décider. Mais l'important est plutôt de savoir qui s'y soumet ou non. Innombrables sont les chemins de traverse pour y échapper, quand on veut bien prendre le risque de ne pas se tenir du côté des vainqueurs. Mieux, de s'en tenir au plus loin »

Annie Lebrun, *Ce qui n'a pas de prix*, 2018.

La France a connu un nouvel épisode d'hystérie chauvine et nationaliste lorsque les onze mercenaires à crampons au maillot bleu-blanc-rouge gagnèrent le tournoi fétiche de la MAFIFA, organisé en ce mois de juillet 2018 en Russie. Mais la « victoire des Bleus » fut de courte durée médiatique puisqu'elle fut bien vite éclipsée par l'affaire Benalla. En fait, la révélation d'un acte manqué autoritaire du pouvoir politique. D'ailleurs, chacun a pu se rendre compte à cette occasion, et par la suite, que les atteintes aux principes démocratiques ne proviennent pas forcément des « populismes ». Ces types d'actes manqués autoritaires (bien réussis) se sont manifestés notamment auprès des lycéens de Mantes-la-Jolie et plus généralement contre les manifestants gilets jaunes. En tout cas, ce changement brusque de l'actualité médiatique estivale permit au moins de mettre un terme à la chape de plomb que tout un chacun subissait depuis un bon mois. Mais quand le signal fut donné de parader dans les rues des villes et sur les Champs-Élysées, ce fut une véritable vague affective qui déferla, abrasant toute voix dissonante sur son passage. Déjà quelques mois auparavant la critique, plus généralement, était ardue tellement les médias constituaient ce virulent bain affectif. Dans ce genre d'ambiance, l'encouragement à l'adhésion hystérique permet de confondre d'une part les arguments et le jugement critique avec, d'autre part une stigmatisation des penchants psychologiques du porteur de la

critique : il est ensuite facile de disqualifier chez lui sa position au nom de l'indécence. Le mépris, l'élitisme, les grincheux et les pisse-froid, voilà à quoi est réduite la critique en pareille occasion. Il ne s'agit pas de se plaindre de ce que la critique du football, qui était évidente dans l'extrême-gauche et chez les libertaires des années 1970, soit victime de l'époque présente. La critique est dans la mêlée et doit affronter de nouvelles conditions.

Un bain affectif virulent

Ce tournoi de football prestigieux a fait l'actualité quotidienne pendant des mois. Sur les ondes de la radio, dans les journaux, à la télévision : la folie-foot s'est emparée de tout un chacun. Lorsqu'il s'agit des Jeux olympiques ou même d'un tournoi de même niveau concernant d'autres disciplines (handball, basket-ball ou rugby, par exemple), le délire n'atteint pas ce degré de pureté. Le public de ce spectacle a bien été préparé et a répondu dans une belle uniformité² lorsque l'équipe qu'il soutenait a obtenu cette victoire dérisoire. Il s'est alors précipité dans les rues des villes après avoir exulté dans les bars qui, intéressés, ouvraient bien grand leurs écrans plats géants. Tout s'est passé comme s'il y avait une généralisation du supportérisme au fur et à mesure que l'équipe tricolore obtenait ses succès. En famille, en bande ou en foule, ces supporters ont tous adoptés les mêmes signes de reconnaissance : peinture du drapeau national sur la figure, vociférations et gestuelles grégaires, trépignements. Ce fut une véritable régression infantile de masse. À ce propos, c'est la dimension d'inconscience sociale et non le jeu ou l'enfance qui est, ici, visée. Il ne s'agit pas de défendre la maturité adulte contre la spontanéité infantile mais bien de marquer la dimension aveugle impliquée dans ce genre d'adhésion³. En effet, les phénomènes sociaux ont une part d'inconscience qu'il est nécessaire de considérer. Et la régression grégaire que l'on observe dans le football est justement de cet ordre. Freud parlait à ce propos de « confusion hallucinatoire bienheureuse »⁴ : on ne saurait mieux dire pour qualifier ce qui se passait en France pendant ce mois de juillet. C'est parce que cette régression s'oppose à une possible prise de conscience porteuse d'avenir qu'il est pertinent de parler d'infantilisme en matière de supportérisme. En tout cas, la fête, la frivolité, le jeu et la joie en pareille occasion n'étaient que factices : rien de spontané, tout relevait de la commande.

Raisons de la folie

On a voulu faire de ces scènes d'hystérie le pendant patriotique des manifestations des 7 et 11 janvier 2015 après les attentats contre Charlie Hebdo et le magasin Hyper Casher de la porte de Vincennes. Là le deuil, ici la joie, mais la patrie toujours. Pourtant juillet 2018 ne peut être mis sur le même plan : dans un cas, il s'agissait de marquer une réprobation collective et de défier ceux qui prétendent terroriser (surtout le 7 janvier qui était une manifestation spontanée). Mais dans l'autre ? Seulement l'agitation débridée et enthousiaste pour de « dérisoires sagas du ballon rond »⁵. Le faux pouvait ainsi s'exprimer pleinement en ce mois de juillet : selon des commentateurs, le public pouvait maintenant jouer à défendre au second degré la patrie menacée alors que trois ans et demi plus tôt il s'agissait sérieusement de la patrie. Contre ces fadaïses, il faut plutôt affirmer que ces gesticulations avaient davantage à voir avec « la fête » du 12 juillet 1998 lorsque onze autres mercenaires remportèrent l'ancienne session du même tournoi. Le 15 juillet 2018 il n'y avait aucun souci d'unité d'un pays face à l'adversité comme dans les pires moments de l'histoire de France. Il s'agissait davantage de revivre l'émotion (« que du bonheur ! » comme l'annoncent tous les sportifs) de la génération précédente plutôt

² Ariane Chemin, « Coupe du monde 2018 : à Trappes, le Mondial ne fait pas chanter les squares », *Le Monde*, vendredi 13 juillet 2018, nous invite cependant à nuancer cette affirmation.

³ D'ailleurs le sociologue Georges Lapassade a bien montré à travers sa notion d'inachèvement que l'imperméabilité de la frontière entre l'enfance et l'âge adulte était fautive, que l'on naît plusieurs fois au cours d'une vie. Cf. Georges Lapassade, *L'entrée dans la vie. Essai sur l'inachèvement de l'homme*, Paris, Éditions de Minuit, 1963.

⁴ Sigmund Freud, *L'Avenir d'une illusion* [1927], Paris, PUF, « Quadrige », 1995, p. 45.

⁵ Claude Javeau, « Le foot, ad nauseam », *Le Soir*, mercredi 6 juin 2018.

que de revivre en positif la mobilisation nationale face aux attentats.

Il faut dire que les « chargés de communication » de l'équipe de France avaient bien concocté le récit vendable (au sens propre) auprès des joueurs et de l'entraîneur. Il s'agissait d'apparaître cette fois comme de bons garçons soucieux de citoyenneté macronienne. Surtout être l'antithèse des affreux jojos du bus de Knysna lors de la coupe du monde en Afrique du sud en 2010.

Une explication du sens commun voudrait également que l'engouement de la foule pour ce spectacle de baballe vienne du fait que le football soit populaire ; qu'il est pour ainsi dire le sport du peuple, le sport favori de la majorité pour le bienfait de l'immense majorité ; qu'à la différence du rugby, originellement bourgeois, le football serait une émanation des classes populaires ; que même de grands intellectuels de gauche ont reconnu le football comme lieu d'émancipation : Gramsci, Hobsbawm, Camus... Nous sommes en plein mythe. Pour les anthropologues, le mythe a à voir avec la réalité, mais les couches successives de récits au sein de la communauté font que cette réalité est rendue méconnaissable, voire que le récit se dissocie d'elle et fonctionne de manière autonome. Le but est seulement la cohésion d'un large groupe. Par conséquent, l'adjectif « populaire » qui qualifie le football se réfère-t-il au peuple en armes de 1789 avec ses assemblées souveraines et ses initiatives de portée historique ? Peut-il se comparer avec celui du syntagme « éducation populaire » qui exprime le projet socio-politique consistant à vulgariser des savoirs pour le bénéfice de la population laborieuse adulte qui n'a eu qu'une instruction primaire ? Bien sûr que non. L'utilisation falsificatrice de l'adjectif « populaire » quand il s'agit de football correspond à l'usage fait par les staliniens dans l'Espagne de 1936 du syntagme « armée populaire ». Comme le disait à cette époque un révolté de la colonne de fer (celle où œuvrait Buenaventura Durruti) : « l'armée populaire, qui n'a rien de populaire si ce n'est qu'elle est formée par le peuple (...) n'appartient pas au peuple mais au gouvernement et le gouvernement commande et le gouvernement ordonne »⁶. Le football réellement existant, c'est-à-dire celui en devenir, n'est plus celui du passé : celui de Mané Garincha ou de Raymond Kopa qui rend si nostalgique ceux qui se rappellent leur belle jeunesse en short et qui voudraient que la passe soit altruiste, que le plus beau but soit une passe. Ce n'est pas parce que le football est populaire qu'il bénéficie d'une adhésion de masse, mais parce que sa popularité bénéficie de l'appareillage médiatique mondialisé (avec ses intenses enjeux financiers).

L'illusion voudrait aussi que l'engouement pour le football tienne aux spécificités de sa logique interne particulièrement prisées par les classes populaires. L'incertitude est la caractéristique phare du football par rapport aux autres sports collectifs : elle provoque des revirements brusques de situation qui font que le public est tenu en haleine jusqu'à la fin du match. Il faut surtout dire que l'adhésion pour ces compétitions spectaculaires correspond davantage à la relation fétichiste qu'entretient le consommateur avec son objet de prédilection. En conséquence, il serait plus juste de dire que le football du temps présent exprime l'effacement des frontières de classe et entraîne l'oubli des déterminations sociales pour se soumettre à la logique spectaculaire-marchande.

Éléments de discours

S'il y a bien eu engouement de la foule pour « l'événement », le délire tient surtout aux commentaires performatifs qui s'y sont greffés : prendre ses illusions pour un fait a été le lot commun de toute la logorrhée médiatique. Contrairement à ce que voudrait l'aficionado, le football ne concerne pas seulement la technique du corps liée au code de « jeu » institué par une fédération officielle. Le football forme un tout et il s'agit de le prendre à bras-le-corps : ses aspects économiques comme idéologiques (image, discours).

La France, c'est le football ; le football, c'est la France. Voilà le contenu de ces récits sur mesure

⁶ Burnett Bolloten, *La Guerre d'Espagne. Révolution et contre-révolution (1934-1939)* [1961], Marseille, Agone, 2014, p. 472.

autour duquel a tourné le petit manège médiatique français. Ce qui veut dire que les joueurs sont assimilés aux représentants de la Nation, voire qu'eux seuls en sont les vrais représentants. La classe dominante a toujours intérêt à faire valoir un consensus national même si dans la réalité il en est tout autrement. Le football lui donne toujours une belle occasion pour cette opération hautement politique. Elle est une constante de la vie politique française à chaque fois que les joueurs engagés dans les tournois ont un minimum de réussite. Mais parfois le coup est raté, comme lors de ce fameux match amical France-Algérie au Stade de France le samedi 6 octobre 2001 où certains supporters ont envahi le terrain et « gâché la fête ». Le consensus national était pulvérisé. En juillet 2018, petite différence : le bris des vitrines du Drugstore Publicis et le pillage du Fouquet's aux abords des Champs-Élysées n'ont pas eu la même portée même s'il s'agissait d'un moment incongru au sein même de la foule en liesse. Les manifestations contemporaines d'opposition ne sont pas toujours à même d'ouvrir des brèches. Plus généralement, il faut même envisager que ce type de phénomène contemporain puisse conforter l'ordre dominant : les bouteilles d'alcool pillées au Fouquet's ont-elles été bues avant de trouver leur usage ludique, comme en 2001 avec les bouteilles d'eau et de bière, ou alors ont-elles seulement alimenté un petit trafic ? En 2001 les énergumènes envahisseurs de terrain sacré ont en tout cas su faire la différence entre la valeur d'usage d'une canette de bière et sa valeur d'échange. En 2018, il ne s'agissait pas pour ces supporters révoltés de détourner les festivités dans un élan ludique, encore moins de contester le luxe bourgeois. Ils sont restés dans leur rôle de supporters.

Ainsi l'enthousiasme du public pour cette équipe de France a été assimilé à une communion nationale. C'est pourtant oublier un peu vite que la sacralisation des gagnants lors d'une compétition sportive n'existe qu'à partir de la défaite de l'autre et de sa tristesse. La « République en acte », a-t-on pu entendre... Tous ces républicanistes qui reconnaissent aisément que la Nation française a en principe une vocation universelle, ne se rendent pas compte qu'à contrario, les honneurs donnés aux gagnants du tournoi mondial de la FIFA sont particuliers à l'institution sportive et à ses valeurs, dont on sait par ailleurs qu'elles ne sont que du vent. Il a par exemple été révélé récemment que lorsque les joueurs de clubs applaudissent les supporters pour leur soutien à la fin du match, ils sont payés grassement pour claper en chœur. Le football est le règne du faux : il ne saurait être pris pour un jeu.

Les commentateurs ont voulu aussi voir dans l'acclamation des vedettes sportives une promotion par procuration de la vertu au sein de la société. Les footballeurs chantant la Marseillaise vus comme modèle pour la jeunesse... On le sait : c'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures soupes. Ici, sont loués ces enfants de banlieue qui s'en sont sortis à force de travail et de courage. Mais attention, pas à la manière du self-made-man mais bien à celle d'individualités altruistes qui se complémentent à travers un collectif empreint de modestie, d'humilité et de courage ! Beau récit en effet... Quand, avant le mondial, une malheureuse journaliste a pu dire qu'ils n'étaient pourtant que des « millionnaires qui courent après un ballon », elle ne croyait pas si bien dire même si elle s'est rétractée par la suite. Il aurait juste fallu ajouter que ces tripoteurs de baballe ont des revenus mensuels qui correspondent au moins à cinquante-cinq années de travail de la plupart des Français qui les admirent. Mais surtout : que face à ces revenus incommensurables, l'inégalité est trop souvent légitimée. *C'est en cela que le football est révélateur d'une soumission.* Toutes ces admirateurs béats ont endossé leur impuissance sociale : « aussi est-ce avec d'autant plus de ferveur qu'elles mettent leurs espoirs dans la Manne céleste qui se personnifie si facilement sous l'apparence de la Loterie Nationale, du P.M.U., des jeux d'argent en général ou d'un parent, d'un ami, d'un chef bienveillant »⁷. Sans oublier le football. Pourtant un footballeur ne sert à rien dans la société, il ne produit rien. Contrairement à un chirurgien, un artiste, un métallurgiste, un ébéniste ou un mécanicien, il n'est utile en rien. Comme les grands projets inutiles. Sa disparition n'aurait aucun effet contrairement à celle d'un travailleur. Ce n'est qu'une marchandise qui se vend au plus offrant et qui fait face à d'autres marchandises sur le marché désormais mondialisé de la performance physique. Il a seulement une valeur. Un peu comme en avait l'esclave ou le serf sauf qu'aucun fond d'investissement ne pouvait alors miser sur un esclave vedette ou un serf virtuose. Mais peu importe : encore une fois comme en 1998, le joueur numéro dix est un modèle pour la France.

⁷ Erich Fromm, *La Peur de la liberté* [1941], Paris, Buchet/Chastel, 1963, p. 233.

« On voit que c'est toujours le même vieux bavardage qu'on fait recuire et qu'on répand de tous côtés. (...) Comme si la vieille soupe réchauffée apportait des vérités nouvelles inouïes »⁸.



La critique du football

Le football est un excellent prisme pour analyser ce que devient cette société. Annie Lebrun le fait à partir de l'art contemporain⁹. Dans le même mouvement théorique il faudrait le faire pour le football tellement il exerce une emprise considérable. Face à tous ceux qui, en guise de relativisation de la critique disent que le football est à l'image de la société, il serait à notre époque beaucoup plus juste d'affirmer que la société en crise trouve une bouée de sauvetage dans le football : c'est la société qui se calque sur le football. Des sociologues n'en ont-ils pas fait un modèle pour les démocraties libérales ? Rien à voir à ce propos avec d'autres phénomènes spectaculaires comme le cinéma (Hollywood), le tourisme (la publicité), la musique (Johnny) ou une élection présidentielle. À moins de raisonner comme si, la nuit, tous les chats étaient gris. Et en effet ces sociologues postmodernes n'utilisent étrangement jamais les armes théoriques de la sociologie politique pour distinguer les phénomènes sociaux : celles de l'analyse des partis, des mouvements sociaux voire des rassemblements de masse et des phénomènes religieux. Et ce n'est pas le sens de la nuance qui étouffe les bobos branchés (ces suivistes), ravagés par la passion-football.

Ainsi, dans la presse dominante (ne parlons pas de la télévision) la mode est à la promotion du football alors même que l'on peut constater jour après jour sa pourriture (corruption, violence, dopage). Vendre du papier et de l'abonnement, mieux coller à l'attente des consommateurs sont désormais les objectifs, malgré la peste du football. Chacun participant à la ola générale, il est désormais inconvenant d'avoir un point de vue critique sur le football. Bien sûr, certaines publications stigmatisent les dérives liées à l'argent et en appellent à une régulation ou à un sursaut moral en faveur du fair-play. En aucun cas il ne s'agit d'analyser le centre de cette pratique : l'institution sportive qui est la matrice du délire-foot.

Ainsi, comme si le football devait être sacré, des lignes éditoriales peuvent se tracer avec des slogans comme « être de gauche et aimer le football ». Quand être de gauche ne veut plus rien dire, on peut bien avancer une telle banalité. En France le parti communiste a toujours défendu une prétendue version « populaire » du sport et le parti socialiste a toujours eu un point de son programme pour développer les pratiques sportives. Là n'est vraiment pas le problème. Quoi qu'il en soit, même quand un individu critique les dérives du football tout en se passionnant pour la compétition et qu'il culpabilise de ce fait,

⁸ Hegel, *Principes de la philosophie du droit*, Paris, Gallimard, « Idées », 1940, p. 31.

⁹ Annie Lebrun, *Ce qui n'a pas de prix*, Paris, Stock, « Les essais », 2018.

cela n'a pas grand-chose à voir avec une critique fondamentale du football. Regarder le mondial de la FIFA n'est pas ignominieux, l'important est de savoir avec quel œil on le voit. La critique du football relève d'une force sociale et politique de nos jours éclipsée : voilà le vrai problème. Par contre, si l'on se tourne vers le Brésil, l'apologie du football rime avec extrême droite.

La presse dominante avance aussi parfois que les critiques militantes ont été remises par des études universitaires enfin sérieuses, que le football est désormais objet de recherches scientifiques. La mode intellectuelle est à l'affirmation que la passion du football n'a plus à être honteuse. Comme si les recherches en sciences humaines pouvaient à notre époque s'engager sans l'explicitation d'une implication (sociale, affective ou même militante)... Pourtant, dans le passé déjà, le football a pu être pris au sérieux et faire l'objet d'une étude¹⁰. Mais disons que dorénavant, des fractions de la classe dominante investissent le football pour se donner des airs de canaille et de « peuple » et font fructifier cet investissement à l'université, comme s'il était absolument nécessaire d'avoir un rapport positif avec son objet pour mieux l'étudier. « La critique n'est pas une passion cérébrale, elle est le cerveau de la passion. Elle n'est pas un bistouri destiné à l'anatomie, elle est une arme de guerre. Son objet est son *ennemi* qu'elle ne va pas chercher à réfuter, mais à *anéantir*. (...) Son pathos essentiel est l'*indignation*, et son travail essentiel la *dénonciation*. (...) La critique qui s'occupe d'un tel contenu est la critique dans la *mêlée*, et dans la *mêlée* il ne s'agit pas de savoir si l'adversaire est un adversaire noble, s'il est digne de vous, si c'est un adversaire *intéressant*, il s'agit de le *frapper* »¹¹. Viser la dissolution de son objet n'empêche aucunement de l'étudier de manière pertinente.

Mais c'est plutôt du côté de la presse alternative — qu'elle soit sur papier ou numérisée sur des sites internet — qu'on pourrait attendre une position de franche critique vis-à-vis du football. Pourtant, de la plus branchée à la plus austère, l'influence des sociologues postmodernes se fait par exemple sentir lorsqu'on prétend qu'il y aurait deux footbals : celui, dominant (avec ses vedettes, ses revenus mirobolants, ses magouilles), et un football subalterne, underground, avec sa culture si particulière mais tellement porteuse d'originalité et donc à préserver. Dans ce genre d'approche, la critique du football ne peut exister : il s'agirait seulement de comprendre la multiplicité des pratiques¹², parce qu'entre les deux footbals, il y aurait une faille, un gouffre. Deux footbals incommensurables en quelque sorte.

C'est ainsi nier la dimension institutionnelle du football qui lui donne toute son unité : fédérations, calendriers des compétitions, structuration des pratiques selon les âges et les sexes, etc. On pourra bien changer les règles du jeu, promouvoir le football des femmes, investir une partie des tribunes avec une volonté « antifa » ou même créer un club autogéré, seul le football de la FIFA donne le « la ». Les supporters ne veulent après tout que la victoire de leur équipe : si ce n'est celle de leur club, ce sera celle de leur région ou de leur nation contre celle des autres dans des compétitions mondio-télévisées. Le football, c'est la guerre de tous contre tous qui redouble la concurrence du marché mondial capitaliste. Et le dépassement du football ne peut se concevoir sans celui de cette société et la destruction de ses institutions les plus nocives ■

¹⁰ Jean-Marie Brohm est un sociologue qui dès les années 1960 a pris le sport (le football) comme objet de recherche. Sur son approche freudo-marxiste, on lira feu Robert Castel, *Le Psychanalysme. L'ordre psychanalytique et le pouvoir* (1973), Paris, UGE, « 10|18 », 1976, en particulier le chapitre IV : « Il était une fois la révolution psychanalytique ». Mais aussi le résumé pertinent de la démarche de Jean-Marie Brohm et de la revue *Quel Corps ?* chez Marilou Bruchon-Schweitzer, Jean Maisonneuve, *Modèle du corps et psychologie esthétique*, Paris, PUF, « Psychologie d'aujourd'hui », 1981, notamment les pages sous le titre « une récusation du sport ». Sans oublier non plus, Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage ?* Rennes, PUR, « Histoire », 2005. Où il est question des implications politiques de ce courant critique du sport (p. 284 et sbq.). Sur la partie initiale du cheminement politique de Jean-Marie Brohm lorsqu'il élaborait sa critique radicale du sport dans les années 1960, voir Boris Fraenkel, *Profession : révolutionnaire*, Latresne, Le bord de l'eau, « Clair & Net », 2004, « deuxième partie », p. 102 et sbq.

¹¹ Marx, *Contribution à la critique du droit de Hegel. Introduction* [1844], Entremonde, « Négatif », 2010.

¹² Voir sur ce genre d'approche subalterniste, le démontage en règle des théories postcoloniales effectué par Vivek Chibber, *La Théorie postcoloniale et le spectre du capital* [2013], Toulouse, L'Asymétrie, « Sous les tropismes », 2018.

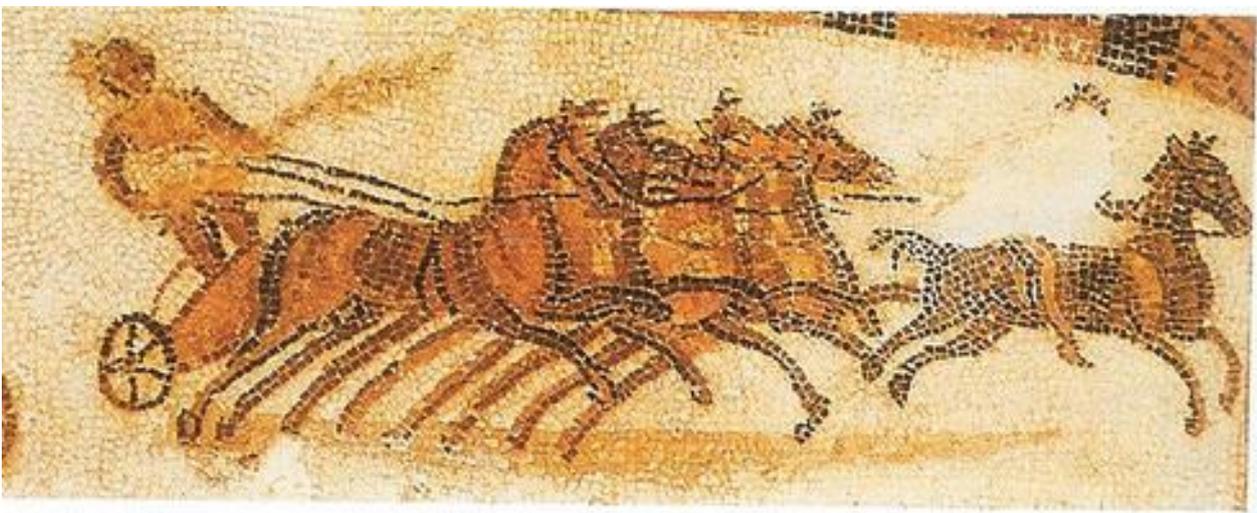
Mobilité mon amour

Le développement de la novlangue, outil idéologique majeur aux mains de la domination, politique, économique et médiatique, ne passe pas nécessairement par la création de nouveaux termes. Par un effet de décalage, comme on parle parfois aujourd'hui de pensée, ou de pratique « décalée », pour exprimer ce que tout le monde se doit de comprendre sans parvenir à l'expliquer, des termes a priori anodins luisent subitement d'un nouvel éclat, sous le soleil qui ne se couche jamais sur l'empire de la postmodernité spectaculaire. Il en va ainsi du nom commun *mobilité*, qui a de plus en plus tendance à se substituer à des termes tels que « déplacement » et « transport », qu'il a déjà largement *ringardisés*. Son écriture ne présente pas de difficulté (« ça s'écrit comme ça se prononce »), et ne nécessite pas, sauf dans de rares cas, d'avoir recours au correcteur orthographique de l'ordinateur. Mais ce sont là de bien maigres avantages, au regard de la richesse du portefeuille sémantique de ce mot.

« Les » *mobilités* sont aujourd'hui « nouvelles », bien sûr, et qui plus est, « urbaines ». Elles font salon, s'exposent sur les murs de telle ou telle station de métro, faisant accéder ainsi le style de vie qu'elles impliquent à la dignité d'un objet d'art. Il y a de la fluidité et de la légèreté dans ces *nouvelles mobilités*, qui nous affranchissent de la pesanteur des corps. On sent bien qu'elles sont chez elles dans ce *monde qui bouge*. Les trottinettes électriques et autres joujoux ne représentent pas seulement une régression estampillée 2.0. Le caractère pseudo-ludique de ces *nouvelles mobilités* souligne l'infantilisation de ceux à qui il faut bien, à chaque occasion, expliquer les choses par une *pédagogie* adaptée, avant que de leur mettre les points sur les i s'ils font la sourde oreille (la bienveillance a tout de même des limites !). Les êtres atomisés d'aujourd'hui ressemblent à leur téléphone *mobile*. Le capital peut les emporter avec lui. Il peut les déplacer à volonté. C'est la condition sine qua non de leur survie sociale, faute de quoi ils seront impitoyablement rejetés.

Ils sont donc en état de mobilisation totale, comme le proclamait si bien l'écrivain proto-nazi Ernst Jünger à la fin des années mille neuf cent vingt. Être mobilisé, c'est être rendu mobile, disponible, donc joignable à chaque instant. Il y a du tragique dans l'abîme qui sépare l'utilitarisme absolu réduisant les êtres humains à de simples accessoires au service du monde marchand, et le consentement benoît de ceux qui se livrent à lui avec le sourire.

La mobilité, de surcroît, est en passe de donner son nom à une loi ■



Souviens-toi... l'été dernier

Au retour des Rencontres du Maquis pour l'émancipation, je passais au Relay en gare de Nîmes, histoire d'avoir un peu de lecture à bord du Ouigo, cette offre à bon marché de la SNCF qui, en mettant fin aux classes dans les trains, supprimait le confort du même coup.

En cette veille d'Assomption, la presse quotidienne donnait l'impression d'être au diapason de ce pays irréel : en repos. Mon regard fut toutefois attiré par la première page de *Libération* qui stipulait : « Face à des écrans de plus en plus envahissants, le besoin de se déconnecter se fait sentir et les cures de détox numérique font florès. Un mouvement dont s'emparent même les Gafa. »

À la caisse, je me demandais à quand remontait la dernière fois où j'avais acheté ce journal à deux euros dont les tribunes m'aidaient surtout à prendre le pouls d'une certaine gauche intellectuelle, angoissée à l'idée de ne pas voir son nom et ses titres en bas d'un article.

Sans surprise, en parcourant le dossier consacré à l'hyperconnexion, je ne trouvais pas de référence aux travaux de *Pièces et main d'œuvre* ou de *TomJo*. L'éditorial de la directrice adjointe de la rédaction, Alexandra Schwartzbrod, invitait à « faire le tri » suite au scandale Facebook/Cambridge Analytica révélé en mars. Le billet se terminait sur cette recommandation : « Lâchez vos écrans, respirez un grand coup et marchez vers la fontaine... vous vous reconnecterez avec d'autant plus de plaisir après. » Comme s'il s'agissait de jouir d'une virtualité pourtant génératrice de frustrations en série, justement parce qu'elle amplifie la déconnexion des individus de leur milieu le plus immédiat, le moins abstrait.

Seuls les témoignages alignés sur une colonne ou deux paraissaient dignes d'intérêt. Comme celui d'un écrivain, Thierry Crouzet, qui avait publié en 2012 un livre sur son addiction. Il confiait à un journaliste de *Libération* : « Je croyais à l'époque que les réseaux allaient changer le monde en promouvant une société plus horizontale et démocratique, moins hiérarchique et fermée. Aujourd'hui, je crois au contraire qu'Internet n'a fait que renforcer les travers du monde d'avant les réseaux. » Désormais lucide – parce qu'en août 2018, nous ne pouvions plus faire comme si nous ne saisissions pas l'ampleur du désastre – l'auteur donnait raison à ceux qui commençaient à se méfier d'Internet. Et on savait depuis le fabuliste que la méfiance était mère de la sûreté.

Après tout, le psychiatre Laurent Karila n'avait-il pas fait part de certains risques chez les jeunes surexposés aux écrans ? Perte de contrôle, perte de temps, altération du sommeil, problèmes de scolarité, nomophobie (peur d'être séparé de son téléphone portable), vibrations fantômes (hallucinations causées par l'anxiété de ne pas être connecté)...

Mais ces troubles ne concernaient pas seulement les moins vieux d'entre nous. Ainsi, le journaliste Guy Birenbaum détaillait les conséquences physiques (du mal au ventre à l'incapacité totale) causées par son exposition quotidienne aux écrans et réseaux dits sociaux, de cinq heures du matin à minuit en 2014, avant d'être pris en main par un psychiatre et un psychanalyste. L'actuel conseiller du vice-PDG d'Europe 1 lâchait : « Le concept que l'on nous a vendu, la [sérendipité], qui consistait à dire qu'Internet est génial parce qu'en cherchant un truc vous en trouvez un autre, puis un autre... eh bien je pense que c'est une saloperie, car ça nous amène de liens en liens, de clics en clics, à des distances phénoménales de ce que l'on cherchait. » Sauf que le temps perdu dans ces dérives stériles ne l'était pas pour tout le monde car en trouvant ce qu'ils ne cherchaient pas, les nouveaux explorateurs du vide sidéral enrichissaient avec leurs pouces habiles les grands patrons du CAC 40 et du NASDAQ.

Pour ma part, j'avais déjà pris au cours de l'été la résolution de troquer mon ordiphone pour un format basique acheté une poignée d'euros du côté de la gare du Nord. Sans garantie. Je découvrais qu'il ne suffisait pas de supprimer des applications comme WhatsApp ou Viber pour se désinscrire tout à fait. Au cours de la même séquence, je fermai mes comptes Facebook, Twitter et Academia ouverts respectivement en 2008, 2012 et 2016. Sans regret.

La notoriété factice pouvait bien attendre. Quant aux provocations anonymes, sollicitations

intempestives, flicages sournois ou autres embrouilles futiles – découlant souvent de l’instantanéité maladroite encouragée par ces armes de dislocation massive –, je les laissais bien volontiers à qui les désirait. Ma décision venait de loin et quelques événements récents contribuèrent à accélérer ma rupture avec les douceurs hystériques d’un monde sans contact. Et peut-être sauver ce qui me restait de vie privée, si cette expression pouvait encore avoir un sens pour notre siècle.

En janvier, une enquête sur « l’héroïne numérique » diffusée sur Envoyé spécial rendait compte de phénomènes observés dans mon entourage depuis quelques années : on lobotomisait les enfants des classes populaires à coups de tablettes magiques, au nom du progrès technologique et sous de fumeux prétextes pédagogiques.

En mai, le documentaire Sexe et amour 3.0, proposé par Arte, soulignait les bouleversements à l’œuvre dans l’intimité de nos contemporains gavés aux applications de rencontres ou autres sites pornographiques : injonctions à la performance, glorification de l’individualisme néolibéral, sensualité robotisée, le tout sous la bannière de la « révolution numérique ».

À ce rythme, nous en serions bientôt réduits à ne pouvoir choisir que le rôle du Premier ministre, du porc ou du téléspectateur dans un épisode sinistre de Black Mirror qui tournerait en boucle à l’échelle de nos vies mutilées. Comme un derviche se donnant tristement en spectacle dans un restaurant pour touristes fauchés à Sultanahmet.

Alors, entouré de « sans-dents » et autres « fainéants » dans le train rose et bleu qui m’amenait à Marne-la-Vallée, j’imaginai combien de volets de Terminator seraient nécessaires pour mettre un terme au règne de Skynet. Car il ne s’agissait pas de courage mais de nécessité ■

Nedjib SIDI MOUSSA



Contact : negatif@ouvaton.org

Site : <http://bulletin-negatif.org>

Adresse postale : Négatif c/o Échanges BP 241
75866 Paris CEDEX 18